

Les crédits

[Traduction]

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, je voudrais poser très brièvement trois questions. Le député cite le Conseil économique du Canada et Judith Maxwell qui appuie également la TPS et l'Accord de libre-échange, deux choses à laquelle le député s'oppose. Il a pris soin de ne citer qu'une phrase d'un rapport publié récemment.

Le député a parlé de façon éloquente de la question de la formation. Le député est-il en faveur du projet de loi sur l'assurance-chômage, actuellement bloqué au Sénat, qui tend à consacrer à la formation une partie des sommes versées sous forme de prestations? Appuie-t-il l'objectif en question? C'est ma première question.

La deuxième porte sur les petites entreprises. Le parti du député affirme vouloir imposer toutes les sociétés au Canada. Ainsi, si une petite entreprise subit des pertes, le député lui permettrait-il de les reporter, pour réduire sa charge fiscale l'année où elle réalise des profits? S'il se refuse à cela, c'est alors une bien mauvaise nouvelle pour les petites entreprises, surtout en Ontario où le gouvernement est néo-démocrate.

Troisièmement, notre ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a procédé à un changement d'orientation semblable en réponse à certaines des critiques dont le député nous a fait part dans le cadre d'une de ses citations. Il a déclaré que le ministère de l'Expansion économique régionale n'avait pas, au cours des 20 dernières années, accompli du très bon travail sur le chapitre du chômage. Quand nous avons pris le pouvoir, le gouvernement fédéral consacrait 17 ou 18 milliards de dollars à divers programmes d'expansion régionale. Nous avons jeté un coup d'oeil à ces programmes et découvert que, dans la plupart des cas, ils servaient à payer des entreprises à faire ce qu'elles feraient probablement de toute façon. C'était gaspiller l'argent des contribuables. Ce que nous avons fait, c'est changer la vocation d'ISTC. De ministère qui donne des subventions qu'il était, nous en avons fait un ministère qui fournit des renseignements stratégiques, des conseils et de l'aide aux sociétés pour qu'elles s'adaptent à la nouvelle technologie. Que pense le député de cette nouvelle orientation?

M. Nystrom: Monsieur le Président, pour commencer, le ministre a parlé de l'opinion de Judith Maxwell sur la TPS et sur l'Accord de libre-échange. Si j'insiste surtout sur le chômage, c'est parce que la motion dont la Chambre est saisie aujourd'hui porte sur le chômage et sur les

problèmes qu'il nous cause au Canada. Or, Judith Maxwell et le Conseil économique du Canada ont présenté un rapport qui a justement pour point de mire le chômage et les problèmes structurels que nous avons. Elle a dit que nous avons besoin de changements en profondeur. C'est pour cette raison que j'ai mentionné le rapport. Je suppose que c'est également pour cette raison que mon ami libéral de l'Ontario a proposé la motion. Voilà pourquoi je parle surtout du chômage.

Le député a aussi demandé si j'approuvais une orientation moins axée sur l'argent. Il s'agit des fonds d'assurance-chômage visés par le projet de loi soumis au Sénat, des sommes versées aux particuliers pour répondre à des besoins en formation. Disons que je n'approuve pas qu'on prenne d'une main pour donner de l'autre.

À mon avis—et c'est aussi ce que disent les auteurs du rapport et de bien d'autres études sur la question—il faudrait, sans pénaliser les chômeurs, affecter beaucoup plus de fonds à la formation. Autrement dit, pas question de priver les chômeurs de prestations pour financer la formation. C'est dans les coffres du gouvernement du Canada qu'il faut puiser les ressources nécessaires. Le secteur privé devrait être davantage mis à contribution pour soutenir la formation, comme cela se fait aux États-Unis et en Europe. Voilà ce que nous préconisons, comme M^{me} Maxwell d'ailleurs.

Le président suppléant (M. Paproski): Je suis désolé, mais le temps alloué au député est écoulé.

[Français]

M. Paul Martin (LaSalle—Émard): Monsieur le Président, j'aimerais participer au débat d'aujourd'hui dans la perspective de ce que nous devrions faire comme pays pour nous sortir du marasme économique dans lequel on se trouve, marasme économique dans lequel ce gouvernement nous a plongés.

Nous sommes tous au fait des graves problèmes économiques qui affectent notre pays: 34 augmentations de taxes depuis 1984; une dette accumulée, qui a triplé depuis 1984; le tiers de nos dépenses pour financer les intérêts de cette dette; et un taux de croissance parmi les plus bas en occident. Nous sommes, monsieur le Président, en récession, même si le ministre des Finances ne veut pas le reconnaître.

Maintenant, le gouvernement va nous dire que ce n'est pas de sa faute. Mais le gouvernement a tort. L'erreur fondamentale a été que, après le traité de libre-échange, comme mon ami d'Etobicoke-Nord nous a dit: pas de